

Cet arrêt rendu le 28 juin 2001 par la huitième chambre de la cour d'appel de Paris, porte sur la notion de la prescription applicable en droit commercial. En effet, au vu de l'article L 110-4 du code de commerce « **les obligations nées à l'occasion de leur commerce entre commerçants et non commerçants se prescrivent par dix ans si elles ne sont pas soumises à des prescriptions spéciales plus courtes** »

« En l'espèce, faisant suite à un devis accepté par un client, une société exécute pour le compte de celui des travaux de plomberies. Cependant la facture laissant apparaître un solde débiteur de 2392,68 F, le prestataire assigne le client au tribunal d'instance de Paris 5, qui se voit condamner et à verser la somme de 23 012, 30 F assortie d'un paiement de 3000 F, au titre d'indemnités de procédures.

Désabusée de la situation, au vu de l'assignation en paiement délivrée à son encontre le 21 avril 1999, la cliente fait appel de la décision des juges de première instance, et entend se prévaloir de l'application de la prescription décennale, puisque plus de dix ans se sont écoulés entre la facture établie par le prestataire et la délivrance de l'assignation en paiement.

De son côté, l'intimé entend jouer des arguments de l'article 2248 du code civil qui stipule que « la prescription est interrompue par la reconnaissance que le débiteur fait du droit contre lequel il prescrivait » du fait du courrier envoyé par l'appelante reconnaissant sa dette le 20 avril 1988, et de la mise en demeure en date du 24 juillet 1998 et ainsi donc bénéficier du droit d'intervertir la prescription décennale en prescription trentenaire, puisque que la cliente a reconnu sa créance.

Au vu du temps écoulé soit plus de dix ans entre le courrier du débiteur, la citation en paiement et la mise en demeure, et bien qu'il y ait eu une reconnaissance de dette, l'intervention de prescription ne vise que les courtes prescriptions énumérées dans les articles 2271, 2272 et 2273 du code civil, et qu'en présence de l'article L 110-4 du code de commerce, l'intervention de la prescription qu'entendait se prévaloir l'intimé n'a pas lieu d'être et ne serait pas en adéquation avec le droit positif,

Pour la Cour d'appel, il s'agit de savoir si la prescription décennale à matière à s'appliquer.

Au vu des éléments donnés, la Cour, répond par l'affirmative en déclarant prescrite l'action en paiement introduite par l'intimé la Société Louis, et la déboute de sa demande de dommages et intérêts.

L'arrêt conduit à analyser dans un premier temps l'exception à l'application distributive des règles civiles et commerciales choisies par les juges d'appel (I),

puis dans un second temps, nous analyserons la solution de l'arrêt et sa compatibilité avec la jurisprudence existante (II).

### **I) l'exception à l'application distributive des règles civiles et des règles commerciales**

Les exceptions à l'application distributive des règles civiles apparaissent, lorsqu'il est impossible d'appliquer deux séries de règles différentes à un même acte juridique ou si les conséquences apparaissent inadaptées au but recherché. Il faut alors choisir si l'on applique les règles des actes civils ou celles des actes de commerce. La logique voudrait que l'on utilise les règles civiles, en raison de leur vocation de droit commun. Mais en raison de l'inadaptation de certaines d'entre elles, on recourra aux règles spécifiques des actes de commerce. Tel est le cas pour la prescription extinctive « consacrée » par l'article L 110-4 du code de commerce, et appliquée dans l'arrêt rendu par la cour d'appel du 28 juin 2001.

#### **a) l'application de la prescription décennale au vu de l'art L 110-4 du code de commerce**

Les obligations nées de leur commerce entre commerçants ou non commerçants se prescrivent par dix ans si elles ne sont pas soumises à des prescriptions spéciales plus courtes.

La prescription extinctive permet au débiteur d'une obligation d'être libéré au bout d'un certain laps de temps. L'article L 110-4 pose le principe de la prescription décennale en droit commercial. Ce texte a vocation à s'appliquer que l'origine de l'obligation née à l'occasion du commerce soit contractuelle, délictuelle et légale. Le point de départ de la prescription doit être fixé au jour où l'obligation du débiteur principal a été mise en exécution.

A la lecture de l'arrêt, l'obligation prend effet le 4 juin 1987. ce délai de prescription plus court qu'en matière civile est moins contraignant pour les commerçants car il ne les oblige pas à conserver indéfiniment les preuves. Il coïncide d'ailleurs avec le délai durant lequel les commerçants sont tenus de conserver leur archive et leur comptabilité. Ici encore cette règle dérogeant au droit commun s'impose en raison des caractères présidant aux relations commerciales : rapidité, simplicité, et sécurité juridique.

Si l'article L 110-4 prévoit une prescription de droit commun en matière de droit commun en matière commerciale, elle réserve la possibilité d'édicter des prescriptions plus courtes (article 2272 al 4 du code civil qui dispose que « l'action des marchands, pour les marchandises qu'ils vendent aux particuliers non-marchands se prescrit par deux ans »).

La société Louis léger décide de faire jouer les prescriptions courtes, or les juges d'appels réfutent l'argument de la dite société du fait que le débiteur lui ait adressé une reconnaissance de dette.

**(Civ. 1ère, 15 janvier 1991).**

En effet Madame Kalcuga reconnaît sa créance par un courrier datant du 20 août 1988.

Les courtes prescriptions édictées par les articles 2271, 2272 et 2273 reposent sur une présomption de paiement et visent les dettes que l'on n'a pas coutume de constater par un titre.

b) le principe de l'interruption de prescription non valide au regard de l'art L 110-4 du code de commerce

De règle générale, la prescription extinctive est fondée principalement sur l'inaction du créancier ; l'interpellation du créancier qui réclame son dû entraîne donc nécessairement l'interruption de la prescription. Or avec l'arrêt du 28 juin 2001, plusieurs arguments relevés viennent contrarier la règle d'interruption de la prescription.

L'interruption de la prescription qu'entend faire valoir la Société Louis Léger à l'encontre du débiteur n'est pas valable. Le prestataire souhaite utiliser les dispositions de l'article 2248 du code civil.

Du fait que le débiteur Madame Kalczuga reconnaît sa dette, dans un courrier du 20 août 1988 et se servir de la mise en demeure adressée à son ancienne cliente afin d'interrompre la prescription en cours.

Cependant les juges d'appels estiment que la prescription n'a pas lieu d'être interrompue, puisqu'une simple mise en demeure ne constitue pas acte d'interruption, par ailleurs, la cour réfute l'utilisation de l'intervention de prescription que souhaite bénéficier la Société Louis Léger. En effet, le code de commerce n'institue pas une intervention de prescription en application stricte de l'article 2274 du code civil (**Cass. 1<sup>ère</sup> civ; 14 décembre 2004**).

II) **une solution en accord et compatible avec la jurisprudence existante**

a) la théorie de la prescription décennale sacralisée par la jurisprudence

Le code civil a consacré son vingt et un dernier titre à la prescription. Si cette matière est réglementée par le code civil, la réglementation s'applique aussi aux prescriptions dans d'autres domaines du droit, tels que le droit commercial, le droit des assurances ou le droit cambiaire.

Depuis longtemps, une doctrine unanime préconise l'harmonisation et la réduction des délais de prescription des actions et des obligations.

Cependant avec l'introduction de l'article 189 du code de commerce (devenu L 110-4), dans le code du commerce par la loi du 22 décembre 1986, relative à la preuve des actes juridiques. La prescription décennale s'applique à toutes les obligations qui naissent à l'occasion du commerce, d'un commerçant, qu'elles soient contractuelles, quasi contractuelles, délictuelles y compris les obligations résultant d'un acte mixte.

La prescription décennale est illustrée dans un arrêt de la Cassation civile, le 29 avril 1997, et trouve notamment la faveur du conseil d'état qui s'était dans son avis prononcé en faveur de l'extension de la prescription décennale aux actes mixtes, avait justifié sa position par la considération que « l'obligation imposée aux banques d'opérer un tri entre les documents relatifs aux actes passés avec des commerçants et ceux concernant les non commerçants aboutirait dans la pratique à la nécessité de conserver l'ensemble des archives pendant trente ans ». La version actuelle de l'article du code de commerce réduit le délai à dix ans.

Le principe de la prescription décennale est mis en avant par la Cour de Cassation du 12 mai 2004, qui rappelle que la prescription de l'article L 110-4 du code de commerce vise toutes les obligations nées à l'occasion du commerce, qu'elles soient contractuelles ou délictuelles.

La prescription trouve sa place également dans un arrêt de La première chambre civile, le 29 avril 1997, en effet la cour de cassation rappelle que l'article L 110-4 du commerce ne distingue pas selon le caractère civil ou le caractère commercial. Il est évident qu'il y'ait eu des exceptions à la prescription, mais elles n'étaient pas rattachées aux dispositions de l'article L110-4 du code de commerce.

Depuis longtemps, une doctrine unanime préconise l'harmonisation et la réduction des délais de prescription des actions et des obligations.

b) la solution des juges d'appel ne diffère pas du droit positif

La décision des juges rendus par la cour d'appel du 28 juin 2001 n'est pas innovante et reste en harmonie avec la jurisprudence existante. Se trouvant en présence d'un acte mixte, il leur était impossible de procéder à une application distributive des règles de droit civil et des règles de droit commercial, et afin de respecter l'équilibre entre les deux parties, les juges d'appel

Misent en application d'un régime unitaire.

En décidant d'appliquer la prescription décennale pour les deux commerçants. Ils ne font que mettre en œuvre la loi du 3 janvier 1977 qui fait bénéficier, l'acte mixte d'une dérogation en matière de délai de prescription : dix ans.